

M. Hahn: C'est de la bonne entente que nous exportons.

M. Thomas: En effet, comme le dit le député de New-Westminster, nous exportons de la bonne entente, et la société Kaiser ne demande qu'à nous en verser un bon prix.

Le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales (M. Lesage) dit: "L'argent n'est pas tout". Qu'est-ce qu'un million de dollars? Pareille attitude se comprend chez ces gens qui saignent les contribuables à blanc depuis tant d'années et qui n'ont aucun souci d'économie ou de compression des dépenses. Que leur importe! Ils n'ont qu'à imposer une autre taxe. Telle est et telle a toujours été l'attitude du gouvernement libéral. Tant qu'ils pourront pressurer le peuple, ils peuvent se moquer de l'argent. Et pourquoi la Colombie-Britannique ne s'en moquerait-elle pas, elle aussi? Je vais vous dire pourquoi elle ne s'en moque pas: elle a trop à cœur le bien-être de sa population.

A deux ou trois reprises, au cours du présent débat, il a été question de partage à parts égales. Cela me rappelle le sandwich que j'ai acheté une fois dans un restaurant. Dans le menu, sous le titre: "Sandwiches", on disait que le sandwich était mi-bœuf, mi-poulet. Je l'ai ouvert et j'ai constaté qu'il y avait un tout petit morceau de poulet, et le reste était du bœuf. "N'est-ce pas censé être mi-bœuf, mi-poulet," ai-je dit. On m'a répondu: "Oui, la moitié d'un bœuf et la moitié d'un poulet." N'est-ce pas précisément ce qu'a obtenu le gouvernement dans ces négociations internationales où on a partagé à parts égales? N'est-ce pas tout ce qu'il a obtenu jusqu'ici dans ces entreprises? La canalisation du Saint-Laurent vise le bien-être de la population canadienne; mais, pour obtenir part égale, le Gouvernement doit favoriser les États-Unis dans la proportion de 6 contre 1.

M. Johnston (Bow-River): C'est surtout l'avantage des Ontariens qui est en jeu, n'oublions pas cela!

M. Thomas: A la vérité, je ne crois pas que notre Gouvernement ait jamais conclu de marché avantageux avec n'importe quel pays. Pour une raison, ou pour une autre, il a toujours le dessous.

Une voix: Prouvez-le!

M. Thomas: Un député me demande de prouver cela. Je ne puis donner de meilleur exemple que l'accord anglais sur le blé, en vertu duquel nos agriculteurs ont perdu environ 450 millions de dollars.

Pour en rester au sujet des voies fluviales, lors des négociations relatives à la frontière avec les États-Unis entre le Maine et le Nouveau-Brunswick, on a gardé le bras à

l'est, laissant l'État de Maine prendre tout ce qui se trouvait entre le bras est et le bras ouest, ce qui équivaut à un don d'environ 20,000 à 25,000 acres. On fait les choses en grand!

Une voix: On le récupérera.

M. Thomas: Parfaitement. Le député d'Okanagan-Boundary (M. Jones) a déclaré hier, au cours de ses observations, que la difficulté provenait de ce que le gouvernement de Colombie-Britannique ne collaborait pas avec la Commission mixte internationale. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Au contraire, on a institué la Commission, en nommant les membres sur la recommandation du général McNaughton. Comment pourrait-on collaborer davantage?

D'après le député d'Okanagan-Boundary, le gouvernement de Colombie-Britannique devrait céder sur ce point et faire la paix avec le gouvernement fédéral. Or aucun gouvernement provincial au Canada n'est encore venu trouver le gouvernement fédéral pour lui demander la permission d'exécuter un programme qui relève uniquement de la province, et on ne le fera pas. Il est ridicule d'entendre raisonner ainsi un député. Que le gouvernement fédéral rentre donc dans sa coquille, révoque le bill et demande aux autorités de Colombie-Britannique de se réunir avec lui dans le cadre d'une conférence à ce sujet. On constatera, alors, j'en suis sûr, que le gouvernement de Colombie-Britannique ne sera que trop heureux de prêter sa collaboration.

Le ministre du Commerce (M. Howe) nous a fait part de son inquiétude au sujet de l'exportation de l'eau, de l'électricité, du pétrole ou du gaz. Il dit: "Conservons toutes ces ressources pour les Canadiens." Je suis tout à fait de son avis; mais, pendant qu'il parle ainsi, le ministère du Commerce exporte des matériaux atomiques qui pourraient servir à la production d'énergie. N'oublions pas que les substances radioactives que nous exportons sont loin d'être inépuisables. Il se peut fort bien que nous les épuisions avant longtemps. Pourtant, nous les exportons, et l'on ne dit rien.

Le ministre déclame solennellement sur la conservation de nos ressources hydrauliques. Comment retiendra-t-on cette eau jusqu'à ce qu'on soit prêt à la mettre en valeur? Elle traverse la frontière. Nous n'exportons pas d'eau. Ainsi que je l'ai mentionné tout à l'heure, nous pourrions exporter beaucoup de bonne entente en permettant au gouvernement des États-Unis de tirer parti de l'emmagasinage de l'eau, en Colombie-Britannique, d'utiliser plus avantageusement les eaux de ce fleuve pour accroître la production d'énergie en aval.